

EDITION SPECIALE FÊTE NATIONALE 2014



EDITORIAL

UN TOGO MODERNE ET RECONCILIÉ

Le Togo a longtemps désespéré les bailleurs de fonds. Il semblait porté plus à la destruction qu'à la reconstruction. Ses institutions paraissaient menacées par un coup d'état permanent tant la déchirure du tissu social était importante. La politique de réconciliation menée par le président Faure Gnassingbé a aujourd'hui porté ses fruits.

Si le dialogue politique reste vif, l'Accord politique global a décontracté la scène politique. Des élections législatives démocratiques et pluralistes ont institutionnalisé le meilleur des cadres de dialogue qui existe dans une démocratie. La Commission vérité justice et réconciliation a posé les bases d'un apaisement des tensions historiques.

La communauté internationale a reconnu l'importance de cet apaisement au point d'élire le Togo au sein du Conseil de sécurité des Nations-Unies, les aides internationales ont repris, stimulées par la bonne gouvernance dont s'inspirent à présent les dirigeants togolais.

Le Togo est devenu un immense chantier porté vers la modernisation : routes, aéroport, port dessinent le paysage du Togo pour demain.

Ce 27 avril 2014 est un jour d'espérance pour que tous les Togolais vivent mieux dans un pays serein et apaisé.

Koffi Souza

La marque du changement depuis 2005

Sous l'impulsion du Président de la République, le Togo s'est engagé depuis plusieurs années sur la voie du changement et du développement. Faits significatifs, les grandes réalisations initiées par l'Etat pour favoriser la croissance économique et réduire durablement la pauvreté ont permis au Togo de retrouver la confiance de ses partenaires : le niveau des investissements a bondi en seulement quelques années, pour atteindre plus de 250 milliards de FCFA en 2013. Tous les indicateurs socio-économiques sont aujourd'hui au vert et continuent à progresser.

Consolider les réformes pour demain

Loin de se contenter de ces résultats positifs, le chef de l'Etat a réaffirmé ses ambitions fortes dans la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) 2013-2017, second cadre de référence du document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP II).

Le Togo continue donc sa marche en avant avec pour objectif la consolidation des grandes réformes engagées : le renforcement de la gouvernance, la poursuite des grands travaux dans les secteurs des infrastructures et des transports, la mise en œuvre de programmes performants de relance de l'agriculture et des initiatives fortes en faveur de l'emploi des jeunes et de l'amélioration des conditions de vie des populations à la base.

Cette édition spéciale de l'Union dresse le portrait d'un Togo en perpétuel mouvement, d'un Togo en marche, d'un Togo qui continue de changer depuis 2005 et qui entend réussir le pari du développement et de la croissance. L'objectif affiché est clair : aucun Togolais ne doit être laissé sur le bord du chemin d'avenir tracé par le Chef de l'Etat.

SOMMAIRE

LA CONFIANCE RETROUVÉE **page 2**
- Des indices économiques à la hausse
- La dette publique toujours maîtrisée
- L'inflation contenue et stable

LE TOGO EN MARCHÉ **page 3**
- Une gestion performante des recettes
- Un nouveau succès pour la Démocratie
- Les réussites du Secteur Agricole
- L'Emploi et le Développement à la Base

DES INDICES ÉCONOMIQUES A LA HAUSSE

FORTE CROISSANCE DU PIB ET DU REVENU RÉEL PAR HABITANT

Le produit intérieur brut (PIB), qui permet d'évaluer la croissance économique réelle du Togo, a progressé de 110% entre 2005 et 2014 (prév.). Il atteint aujourd'hui les niveaux requis à la poursuite d'une politique ambitieuse de développement au service des populations les plus vulnérables.

Cette progression est notamment soutenue par :

- Le développement de l'agriculture et des programmes agricoles d'ampleur qui ont bénéficié depuis 2011 d'importants financements

de la part de l'Etat et des partenaires au développement ;

- Des programmes d'investissements publics et privés soutenant la croissance dans les secteurs des infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires ;

- Des performances des secteurs à l'exportation : phosphates, clincker, ciment et cultures de rente (coton, café et cacao, dont les résultats sont fortement dépendants des aléas climatiques).

Ce rythme de croissance est dû depuis 2009 à l'amélioration du climat politique et social. Il a fortement contribué à rassurer les investisseurs, y compris étrangers notamment dans les domaines de la recherche et de l'exploitation minière.

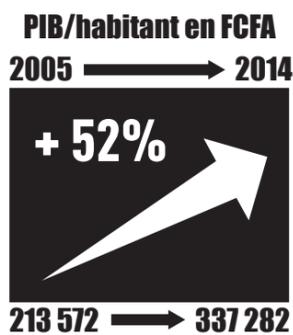
Richesse vive et relance de l'activité malgré les stigmates de la pauvreté

Le revenu réel par habitant a également progressé de façon régulière depuis 2005, avec une nette accélération depuis la fin des années 2000 : il a augmenté de 52% sur la période 2007/2014 (prév.). Le taux d'incidence de la pauvreté a, lui, baissé de 61,7% de la population concernée en 2005 à 58,7% en 2011 ; cette diminution modérée s'explique notamment par la forte croissance démographique (+2,8% annuel).

Les écarts entre milieu rural et milieu urbain ont tendance à croître. En effet la baisse de

la pauvreté est plus élevée en milieu urbain où la population est pourtant en forte progression. Il suffit de circuler dans Lomé pour saisir cette situation contrastée : des milliers de chantiers de rénovation ou de construction encombrant les rues. Habitations, commerces, immeubles de rapport font peau neuve ou mieux encore, sortent de terre. Un signe évident de richesse vive et de relance de l'activité. La région des Savanes, la plus éloignée de la côte, demeure la plus touchée par la pauvreté.

Conscient de ces déséquilibres, le Gouvernement accentue les programmes et projets d'investissements dans les zones rurales les plus vulnérables, portant une attention particulière aux secteurs de la santé, de l'éducation, de l'accès à l'eau potable et à l'électricité, et bien sûr au secteur de l'agriculture qui pèse de tout son poids productif et sociétal dans un Togo toujours très rural.



LA CONFIANCE RETROUVÉE

LA DETTE PUBLIQUE TOUJOURS MAÎTRISÉE

L'évolution de la dette publique extérieure et intérieure reste maîtrisée grâce à une stratégie d'endettement mesuré. Le Gouvernement, sous la vigilance du Président, veille à contenir son niveau dans les limites supportables par les finances publiques, conformément aux ratios de l'UEMOA.

L'Etat recherche, simultanément, les ressources nécessaires à l'engagement des investissements porteurs d'avenir. Elles démontrent ainsi leurs capacités d'ajuster, dans le court terme, leurs stratégies pour soutenir la croissance et le développement et contenir les déficits budgétaires et le niveau de la dette publique.

Le rythme des réformes structurelles engagées se poursuit donc, notamment celles relatives à la gestion des finances publiques. Le Togo se révèle en mesure de faire face à des facteurs difficiles à contrôler tels que la faible croissance mondiale ou, dans un autre ordre d'exemple l'impact des précipitations irrégulières sur les productions agricoles.

L'INFLATION CONTENUE ET STABLE

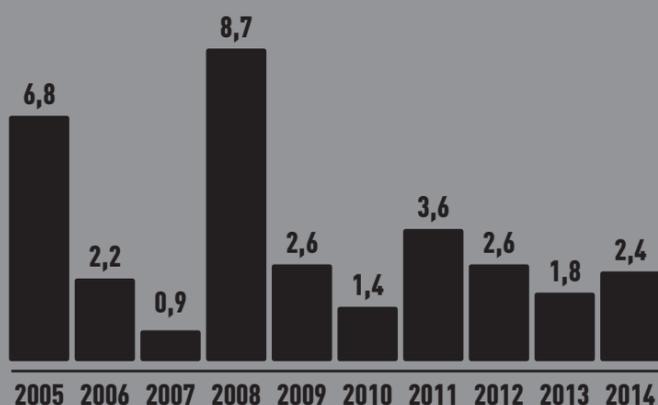
Depuis 2011, l'inflation est contenue entre 2,5% et 3,6% et tend à se stabiliser. Ce constat encourageant s'explique par la combinaison de facteurs :

- Les niveaux des productions vivrières sont élevés. C'est la politique de stockage des excédents de production qui permet alors de contenir les prix sur les marchés, en cas de récoltes inférieures aux prévisions ;

- La baisse des prix des importations liée à la reprise économique depuis 2011 ;

- Les mesures contracycliques prises par le Gouvernement, notamment sur l'ajustement des prix énergétiques. Ainsi l'Etat entend poursuivre sa politique de modération des prix des produits pétroliers, mesure à finalité sociale, tout en poursuivant les mécanismes d'ajustement automatique répondant aux exigences du FMI : en janvier 2014, le prix de l'essence à la pompe a été augmenté de 10%, le super passant de 595 FCFA/litre à 655 FCFA/litre. La même politique d'augmentation a été suivie pour le prix du gaz.

EVOLUTION DU TAUX D'INFLATION EN %



LES EXPORTATIONS EN HAUSSE

La balance des paiements est un signe de la vitalité de l'économie togolaise : les exportations du Togo sont à leur plus haut niveau depuis dix ans.

La tendance progressive haussière enregistrée notamment dans les secteurs du coton, des phosphates, du clincker et du ciment est remarquable tant en valeur qu'en volume alors que certains cours mondiaux sont eux-mêmes aléatoires.

Cela traduit l'impact positif des mesures prises par le Gouvernement et des grands programmes d'investissements publics et privés en cours.

Si les importations sont également soutenues, ce qui correspond à une forte demande intérieure, le taux de croissance des exportations reste supérieur à celui des importations. Les exportations ont augmenté de 93% entre 2005 et 2012, tandis que les importations n'ont augmenté que de 62,5% sur la même période.

OTR : Une réforme majeure en 2014, Création de l'office Togolais des Recettes

Vers une gestion encore plus performante des recettes de l'Etat.

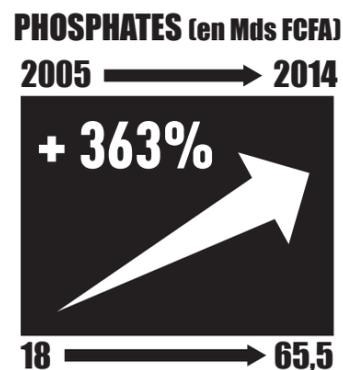
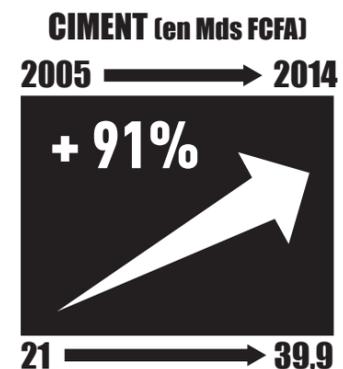
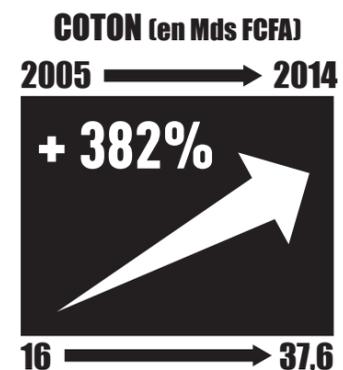
Les recettes budgétaires du Togo n'ont cessé de croître depuis 2005 pour atteindre 369,5 milliards de FCFA réalisés en 2012 soit une hausse de 116% en sept ans.

Cette progression continue atteste de la vitalité de l'économie togolaise et permet parallèlement à l'Etat d'augmenter son niveau de dépenses, sans creuser les déficits publics, afin d'investir dans tous les grands secteurs porteurs d'avenir.

Depuis 2014, l'Office togolais des recettes (OTR) regroupe les deux régies financières de l'Etat (douanes et impôts) dans un réel souci de rationalisation et de performance.

Il s'agit de générer davantage de recettes, d'offrir un meilleur service aux particuliers et aux entreprises. C'est, à terme, aller vers une imposition du secteur informel grâce à une baisse générale des prélèvements.

EXPORTATION



LÉGISLATIVES 2013 : ENCORE UN NOUVEAU SUCCÈS POUR LA DÉMOCRATIE

Le 25 juillet 2013, les citoyens togolais ont été appelés aux urnes pour renouveler l'Assemblée nationale à l'occasion des élections législatives.

Le scrutin, qui s'est déroulé dans un climat de paix et de sérénité, a été un véritable succès pour la Démocratie qui s'installe durablement désormais, au Togo.

Avec un taux de participation supérieur à 60%, ces élections ont attesté de la maturité du peuple togolais et de la volonté d'apaisement de tous les acteurs politiques en présence.

Le parti UNIR, qui participait à ses premières élections générales depuis sa création en 2012, a remporté 62 des 91 sièges que compte l'Assemblée nationale, ce qui témoigne du soutien et de l'adhésion massifs des Togolais aux orientations et aux objectifs du nouveau parti.

L'EMPLOI ET LE DÉVELOPPEMENT À LA BASE

Minimum vital commun

« Centrée sur l'accès au minimum vital commun », selon les termes du chef de l'Etat, la politique du développement à la base a fortement contribué à transformer le cadre et les conditions de vie des communautés. L'accroissement des revenus, les dotations en équipements et infrastructures, l'insertion socio-économique des jeunes, qui permettent de réduire les déséquilibres régionaux, et la promotion de l'artisanat constituent des objectifs prioritaires dans la stratégie de réduction de la pauvreté. Cette politique qui s'appuie sur l'approche participative et la mobilisation communautaire permet à chaque Togolais de prendre une part active au développement de son pays.

L'engagement des populations dans l'économie est d'ailleurs

révélateur de l'esprit d'initiative et d'entreprise qui caractérise le Togo contemporain. Ainsi, le microcrédit a connu une forte croissance. On estime qu'entre 2009 et 2012, les dépôts et les prêts ont augmenté respectivement de 70% et de 80% et que le nombre des clients est passé de 700.000 à 1.200.000.

Cette situation a conduit les Autorités à contrôler davantage ce secteur, d'autant que la SCAPE a comme objectif d'accroître le taux de pénétration de la microfinance de 30,2 en 2011 à 48% en 2017.

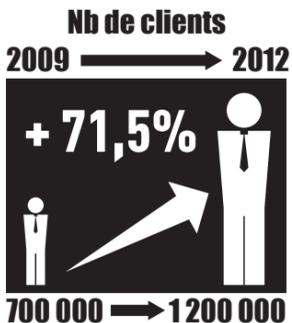
Dans cette optique, la mise en place du Fonds national pour la finance inclusive (FNFI) en 2014, financé par les ressources propres de l'Etat, vise à repousser les frontières de l'exclusion financière en offrant aux plus défavorisés l'accès au financement pour développer leurs activités professionnelles.

Un emploi pour tous

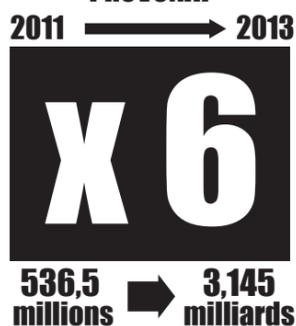
Programme d'Appui à l'insertion et au développement de l'embauche (AIDE), Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ), Programme de valorisation du volontariat national (PROVONAT), le Gouvernement, avec l'appui des partenaires au développement et de la société civile, multiplie les initiatives innovantes pour favoriser l'accès du plus grand nombre à l'emploi, en particulier pour les jeunes diplômés et les primo-demandeurs d'emploi.

Une stratégie payante qui s'appuie entre autres sur le développement des partenariats public-privé, la promotion de l'auto-emploi et de l'entrepreneuriat et le modèle de service civique national qui fait du Togo un pays précurseur dans la sous-région.

MICROFINANCE



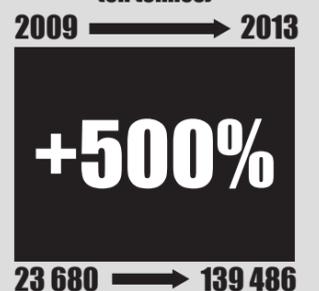
Evolution Financements PROVONAT



Les réussites du Secteur Agricole : sécurité alimentaire, infrastructures et hausse des emplois et des revenus

Récompensé en 2013 par la FAO pour son action en faveur de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la malnutrition, le Togo est engagé depuis 2011 dans un ambitieux programme d'investissement agricole (PNIASA) dont les résultats sont déjà significatifs : augmentation des revenus des petits exploitants, formations et créations d'emplois agricoles, notamment pour les femmes et les jeunes, dotations en équipements et en infrastructures de transformation.

Excédents Céréaliers (en tonnes)



Les effets de ce grand programme de relance sont déjà notables sur les bilans des dernières campagnes agricoles : bilans céréaliers excédentaires, baisse des importations, performances des cultures de rente, en particulier la culture du coton, premier produit d'exportation agricole du Togo.

LE TOGO EN MARCHÉ

DES GRANDS TRAVAUX PORTEURS D'AVENIR

Un réseau routier rénové

Les travaux routiers de réhabilitation, d'aménagement, de bitumage et d'entretien ont couvert 2.282 kilomètres en 2013. Cela représente un engagement financier de plus de 414 milliards de FCFA pour le budget de l'Etat et les partenaires au développement. Des chantiers et travaux d'importante envergure qui bénéficient aussi aux entreprises togolaises appelées à soumissionner et qui prouvent qu'elles peuvent remporter des appels d'offre publics internationaux.

Les efforts engagés depuis 2010 se poursuivront en 2014 et 2015 avec l'aménagement, le bitumage et la réhabilitation des grands axes nord-sud et des routes transversales.

C'est la poursuite d'une stratégie

affichée par les plus hautes Autorités de l'Etat : faire du Togo un corridor de développement pour son hinterland.

Lomé, quant à elle, est un grand chantier : le grand contournement, l'aménagement des rues du centre comme des grands axes et les travaux d'assainissement qui y sont liés, transforment profondément la capitale.

Port de Lomé : troisième quai et nouveau hub à conteneurs

L'inauguration du 3ème quai est prévue courant 2014, concrétisant ainsi les engagements du secteur privé dans le développement des activités du Port Autonome de Lomé (PAL).

Tous les travaux engagés ou programmés dans le secteur portuaire au Togo – la construction

du troisième quai, lancement des travaux de la darse par Lomé Container Terminal, la construction du collecteur principal, la réalisation du parking gros porteurs, le lancement des travaux de construction d'un nouveau port de pêche – sont justifiés par l'accroissement de l'activité.

Ainsi, 1.118 navires ont été traités en 2013 contre 989 en 2012 et le tonnage manipulé a représenté 8.700.000 tonnes en 2013, soit près d'un million de plus qu'en 2012. En 2014, les objectifs d'activités sont d'accueillir plus de 1.150 navires et de traiter 9.000.000 de tonnes de fret.

Une aérogare moderne à forte capacité d'accueil

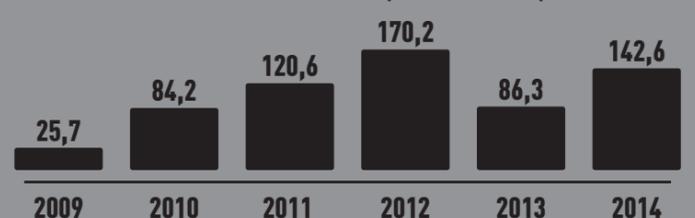
Troisième pilier stratégique de l'ouverture du Togo sur le monde, les travaux de la nouvelle aérogare de Lomé avancent pour une mise en service prévue fin 2014.

L'aérogare de 21.000 m² avec passerelles télescopiques pourra traiter un trafic de plus de 2 millions de passagers avec séparation des flux arrivées et départs. Les nouveaux taxiways,

le parking pour les avions, le nouveau hangar pour le fret d'une capacité de 50.000 tonnes, l'allongement de la piste et la nouvelle voie routière d'accès à l'aérogare et 1.000 places de parking, tourneront résolument le Togo vers la modernité.

Les villes de l'intérieur ne sont pas oubliées : l'allongement de la piste de l'aéroport de Niamtougou et la recherche d'un site pour un futur aéroport aux environs de Tsévié sont prévus.

RESSOURCES BUDGETAIRES ALLOUEES AUX GRANDS TRAVAUX (en Mds FCFA)



2013 LA CONFIANCE RETROUVÉE

2014 LA CONSOLIDATION DES RÉFORMES

LA SANTE POUR TOUS

Conscient des difficultés existantes, l'Etat a lancé en 2013-2014 une série d'actions pour réformer en profondeur le système sanitaire togolais, à commencer par le recrutement et la formation de 1.000 agents sanitaires pour pallier la pénurie de personnel qualifié dans les centres de santé. Ensuite ont suivi la construction ou la réhabilitation de 36 hôpitaux, centres médico-sociaux et unités de soins périphériques, la réforme du secteur pharmaceutique afin d'accroître l'accessibilité des médicaments génériques essentiels avec l'installation d'agences commerciales du médicament dans chacune des régions du Togo et le lancement d'une phase pilote de télémédecine à Blitta dont les premiers tests sont très encourageants.

Parallèlement à ces réformes structurelles, les campagnes de vaccination, de dépistage et de distribution de médicaments génériques essentiels et de moustiquaires imprégnées s'amplifient. Depuis 2012, l'Etat avec l'appui de ses partenaires s'est également engagé dans la lutte contre les maladies non transmissibles, notamment l'hypertension, le diabète et le tabagisme, premières causes de mortalité au Togo.

L'EDUCATION POUR TOUS

Encouragées par les excellents résultats obtenus en termes d'accès au cycle primaire (taux brut de scolarisation supérieur à 100% et en constante progression depuis 10 ans), le Gouvernement a lancé un vaste Plan sectoriel de l'éducation (PSE). Il prévoit la refonte des programmes scolaires pour tous les cycles d'enseignement, la distribution de manuels de lecture et de calcul et de guides du maîtres, la formation et l'intégration de plus de 5.000 enseignants volontaires, la constructions de nouvelles Ecoles normales d'instituteurs (ENI), une par région, et la transformation et intégration des écoles d'initiative locales (EDIL) en établissements scolaires publics.

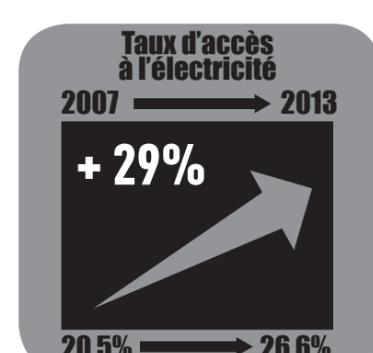
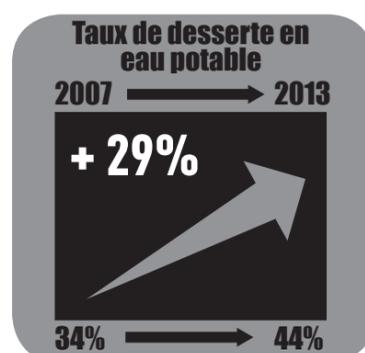
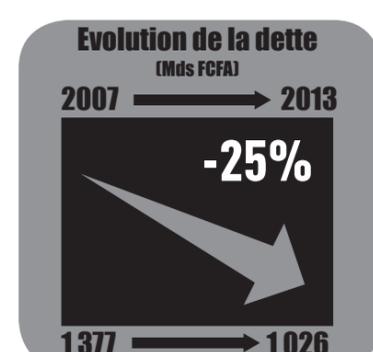
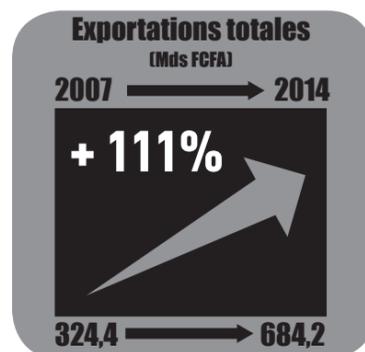
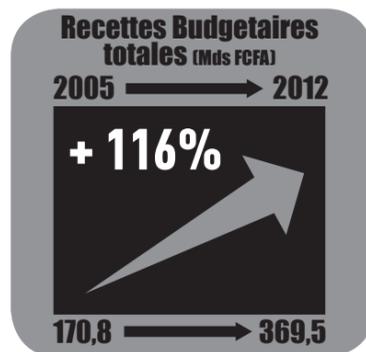
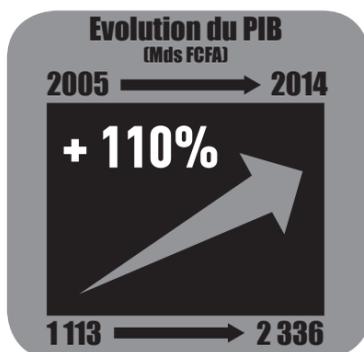
Les dotations budgétaires allouées pour mener à bien ces réformes représentent un effort conséquent. Elles ont permis l'augmentation des recrutements d'enseignants (soit +14% entre 2009 et 2012) et celle des salaires et des primes. Les dotations pour les investissements ont, elles, fortement progressé de 363% entre 2009 et 2014.

L'EAU POTABLE ET L'ÉLECTRICITÉ POUR TOUS

Élément essentiel de réduction de la pauvreté, l'accès à l'eau potable est une préoccupation permanente des Autorités togolaises. Elles ont engagé une série d'actions afin d'améliorer l'alimentation en milieu rural et dans les grands centres urbains. Depuis 2013, plus de 1000 pompes à mobilité humaine et points d'adduction d'eau potable ont été construits ou réhabilités et 9 systèmes d'adduction d'eau potable ont été installés dans neuf nouveaux chefs-lieux de préfecture. Lomé a également bénéficié de la réhabilitation de plusieurs réservoirs et de la construction de forages à gros débit et de nouvelles canalisations.

Concernant l'électricité, le Togo a pour ambition d'atteindre un taux d'accès de 40% dont 20% en milieu rural à l'horizon 2018. Les progrès sont déjà notables : entre 2007 et 2013, le nombre d'abonnés à la Compagnie d'énergie électrique du Togo (CEET) est passé de 141.339 à 224.168 abonnés pour une progression sur la période de 58%. En 2013 et 2014, des dizaines de nouveaux villages ont bénéficié de programmes d'électrification rurale. Le lancement de la centrale de production de Contour Global en octobre 2010 a, quant à elle, permis de réduire considérablement le nombre et la fréquence des délestages.

CHIFFRES CLEFS



ENSEMBLE BÂTISSONS LE TOGO DE DEMAIN